

Déploiement d'experts

Les opérations de soutien de la paix ont pris une ampleur qui déborde leur fonction strictement militaire pour se transformer en missions au mandat élargi, où les experts civils jouent un rôle de plus en plus important. Bien souvent, ces missions nécessitent des compétences dans des domaines tels que la gestion publique en régime démocratique, la réforme des institutions judiciaires, la protection des enfants, les médias, les droits de la personne, la résolution des conflits et la réconciliation.

Le Canada reconnaît la nécessité de mettre en place, aussi bien au pays même qu'à l'étranger, des ressources permettant de définir les besoins et de déployer rapidement des experts de haut calibre. Il faudra pour cela élaborer un nouvel ensemble de politiques, de procédures normalisées et de mécanismes de déploiement et, en même temps, investir davantage dans le matériel et les cours de formation. Le renforcement de la CANADEM – la Banque canadienne des ressources pour la démocratie et les droits de la personne, un répertoire d'experts civils canadiens disposés à participer aux opérations internationales de soutien de la paix et à d'autres missions sur le terrain – représente une initiative importante du Canada à cet égard.

La CANADEM et le déploiement de civils

Vu le caractère de plus en plus complexe des opérations de soutien de la paix, il faut pouvoir déployer rapidement des experts civils dans des domaines aussi divers que la protection des enfants, la liberté de la presse, la réconciliation, les réformes judiciaires, l'administration civile, ainsi que la surveillance et la promotion des droits de la personne. C'est pourquoi le Canada a accordé son soutien à la mise en place de la Banque canadienne de ressources pour la démocratie et les droits de la personne (CANADEM), répertoire d'experts civils canadiens capables de répondre rapidement aux demandes de l'ONU, d'ONG et d'autres organismes internationaux en vue de participer à des opérations de soutien de la paix, des missions sur le terrain et différentes activités de consolidation de la paix. CANADEM vient s'ajouter à des banques de données similaires établies ailleurs, renforçant ainsi les capacités globales d'intervention dans ces domaines.

Rôle des forces policières dans les opérations de soutien de la paix

La police civile en est venue à jouer un rôle important dans les opérations de soutien de la paix en aidant les services de police locaux à acquérir les moyens de faire respecter la loi ou en assurant elle-même le maintien de l'ordre en l'absence de forces policières locales.

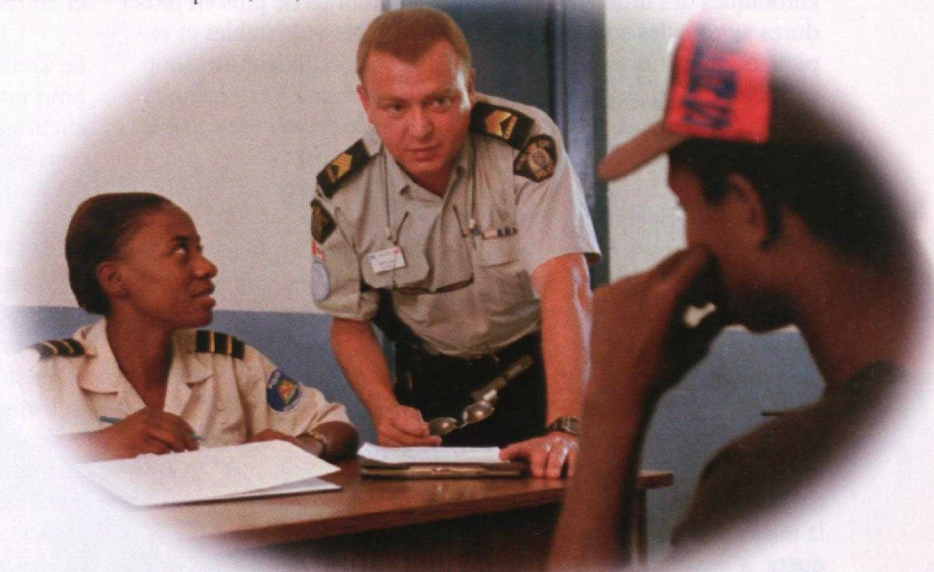
Que ce soit en Haïti, au Timor-Oriental ou au Kosovo, la restauration de l'ordre est une condition préalable au rétablissement de la sécurité humaine. Le renforcement des capacités de l'ONU et l'accès, à cette fin, à des forces de police internationales bien formées revêtent à cet égard une grande importance. Le Canada appuie les mesures visant à accroître les capacités de l'ONU en matière de planification et de déploiement afin d'utiliser au mieux la police civile et de mettre au point de nouvelles politiques et procédures pour les actions de police à l'échelle internationale.

Sensibilisation aux aspects sexospécifiques des missions de paix

Les hommes et les femmes doivent faire face à des risques, problèmes, possibilités et obstacles différents dans les situations de conflit armé et dans le contexte de la consolidation de la paix, et c'est pourquoi presque toutes les activités comprises dans les opérations modernes de soutien de la paix ont une dimension sexospécifique.

Pour accroître l'efficacité des missions de soutien de la paix, il importe de bien comprendre ces éléments sexospécifiques dans différents contextes et d'assurer le respect des droits de la femme. Conscients de ces exigences, le Canada et le Royaume-Uni ont mis au point, à l'intention des gardiens de la paix militaires et civils, un cours destiné à les sensibiliser aux aspects de leur mission qui ont des incidences sexospécifiques et à leur donner les moyens d'en tenir compte. Après avoir fait l'objet d'essais auprès d'un grand nombre d'acteurs liés au secteur des opérations de paix, y compris des gardiens de la paix expérimentés, des agents de police, des diplomates, des représentants d'organismes de développement, d'organisations humanitaires et d'universités un peu partout dans le monde, le matériel sera disponible dès l'automne 2000.

Dans le cadre de la Mission des Nations Unies en Haïti, la Gendarmerie royale du Canada aide à former la nouvelle force de police civile aux méthodes d'enquête. (1996)



Archives de CP :
Paul Chiasson